



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2016



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -25,58 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2016 s'élève à -25,58 Md€ contre -25,59 Md€ à fin février 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués de la baisse des

dépenses nettes de 3,15 Md€, de la hausse des recettes nettes de 3,10 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 6,25 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 50,10 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,64 Md€ dont 2,63 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré », 1,71 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » et 0,71 pour le programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » ;

✓ Mission **Défense** : 3,09 Md€ dont 1,66 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,74 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin février 2016 s'élèvent à 50,10 Md€ contre 53,26 Md€ à fin février 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la baisse des dépenses d'intervention (-2,68 Md€) suite à des changements d'échéanciers de versements de

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,19 Md€ notamment sur le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,29 Md€) ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,12 Md€ dont 2,02 Md€ imputables au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,47 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,64 Md€.

certaines aides (notamment l'allocation aux adultes handicapés et les aides aux entreprises dans le cadre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 37,95 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur le revenu : 12,61 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte provisionnel et à la mensualisation de février) ;

TVA : 8,20 Md€¹ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,56 Md€ dont 0,72 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,33 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -3,88 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,28 Md€ dont -2,72 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.

¹ Suite à un incident informatique, l'enregistrement comptable des recettes de TVA du mois de février a été perturbé pendant quelques jours. Afin de rendre compte au mieux de la situation budgétaire de l'Etat, une estimation des recettes de TVA encaissées en février a été réalisée sur la base des informations disponibles à la publication de la présente SME.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 46,44 Md€

Elles s'élevaient à 46,94 Md€ à fin février 2015, soit une baisse de 0,50 Md€. Cette variation s'explique essentiellement par de moindres recettes de retenues à la source pour 0,66 Md€ et des recettes de TICPE en

augmentation de 1,27 Md€ (notamment liés à des reversements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France en 2015).

Recettes non fiscales : 1,74 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2016 s'élèvent à 1,74 Md€ contre 0,65 Md€ à fin février 2015. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat (+0,66 Md€) notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques, ainsi que par la hausse des

amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour +0,34 Md€ (notamment en raison du recouvrement d'une amende prononcée par l'Autorité de la concurrence dans le secteur des communications électroniques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -10,48 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -10,48 Md€ à fin février 2016 contre -13,48 Md€ à fin février 2015. Cette variation s'explique prioritairement par la minoration des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 2,36 Md€

suite notamment à une rectification du budget 2015 de l'UE, et par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 0,64 Md€ (dont 0,61 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -13,43 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,32 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 4,07 Md€. Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » laisse apparaître des dépenses pour 5,35 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de

la politique agricole commune. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,04 Md€ notamment dû au versement des intérêts des bons du Trésor à intérêts annuels (BTAN) ainsi que des recettes pour 1,03 Md€ essentiellement au titre d'un versement du budget général.

Au 29 février 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -13,43 Md€ contre -7,19 Md€ en février 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers (-6,24 Md€) notamment en raison des avances versées à l'ASP au cours du mois de février 2016.

A noter au mois de février 2016, la France a augmenté sa quote-part au sein du FMI à hauteur de 8,88 Md€. Cette opération retracée sur le compte « **Opérations avec le FMI** », est sans impact sur le solde budgétaire (calculé hors FMI).

Dette financière de l'Etat au 29 février : 1 601,98 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 41,59 Md€) et les BTF (émissions nettes de 2,71 Md€).

Les montants des BTAN a diminué de 25,33 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-16 415	-25 582	-25 589	-23 449	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	21 855	50 101	53 255	50 720	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 868	37 951	34 851	34 457	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 607	17 799	18 113	18 059	
- IS *	-909	-762	-382	-382	
- TVA	8 195	25 466	25 498	25 371	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-9 428	-13 432	-7 185	-7 185	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 506	97 930			18
Dettes financières de l'Etat	-677	1 601 984			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	986	986
Dépenses de personnel	10 354	21 388	21 210	21 226
Dépenses de fonctionnement	4 140	9 818	9 707	9 686
Charges de la dette de l'Etat	859	942	1 236	1 236
Dépenses d'investissement	517	1 813	2 246	2 249
Dépenses d'intervention	5 850	14 950	17 628	15 099
Dépenses d'opérations financières	135	202	241	239
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	21 855	50 101	53 255	50 720
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 377	46 442	46 938	46 552
Recettes non fiscales	463	1 741	650	642
Prélèvements sur recettes	-7 162	-10 477	-13 478	-13 479
Fonds de concours	190	245	741	741
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	14 868	37 951	34 851	34 457
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	22 029	48 428	48 329	47 935
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 987	-12 150	-18 404	-16 264
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	205	1 978	2 187	2 187
Solde des comptes de concours financiers	-9 643	-15 479	-9 243	-9 243
Solde des comptes de commerce	23	65	-135	-135
Solde des comptes d'opérations monétaires	-10 457	-10 439	-105	-105
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-9 428	-13 432	-7 185	-7 185
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-16 415	-25 582	-25 589	-23 449



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 354	21 388	21 210	21 226
Rémunérations d'activité	5 914	11 858	11 686	11 692
Cotisations et contributions sociales	4 390	9 410	9 375	9 384
Prestations sociales et allocations diverses	50	120	150	150
AUTRES TITRES	11 501	28 713	32 044	29 494
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	986	986
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 140	9 818	9 707	9 686
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 730	3 498	3 528	3 528
Subventions pour charges de service public	2 410	6 320	6 180	6 158
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	859	942	1 236	1 236
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	859	942	1 236	1 236
Titre 5 - Dépenses d'investissement	517	1 813	2 246	2 249
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	403	1 373	1 875	1 877
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	114	441	371	371
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 850	14 950	17 628	15 099
Transferts aux ménages	2 900	8 441	10 181	7 831
Transferts aux entreprises	826	1 080	1 721	1 644
Transferts aux collectivités territoriales	546	921	1 219	1 200
Transferts aux autres collectivités	1 575	4 504	4 507	4 424
Appels en garantie	4	4	1	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	135	202	241	239
Prêts et avances	0	1	8	8
Dotations en fonds propres	8	11	10	8
Dépenses de participations financières	127	190	223	223
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	21 855	50 101	53 255	50 720



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2016		Cumul à fin février 2015
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	249	334	1 003	735	724
Action de la France en Europe et dans le monde	198	180	534	449	559
Diplomatie culturelle et d'influence	29	81	426	120	129
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	19	40	36	36
Conférence "Paris Climat 2015"	1	54	2	130	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	316	267	523	452	463
Administration territoriale	138	133	272	255	256
Vie politique, culturelle et associative	100	70	103	73	98
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	78	64	148	123	108
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	156	118	517	417	630
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	49	27	162	91	307
Forêt	9	1	156	145	147
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	39	88	79	72
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	52	111	102	104
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	79	199	439	628	633
Aide économique et financière au développement	1	128	2	196	226
Solidarité à l'égard des pays en développement	77	71	437	432	407
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	35	32	1 707	1 682	1 791
Liens entre la Nation et son armée	1	2	4	3	2
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	34	22	1 680	1 664	1 774
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	22	15	15
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	85	82	129	126	126
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	29	59	58	57
Conseil économique, social et environnemental	37	37	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	33	31	32
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	334	160	485	276	258
Patrimoines	77	32	157	77	84
Création	120	52	133	56	27
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	137	76	196	143	147
DEFENSE	2 022	3 085	6 064	7 879	7 985
Environnement et prospective de la politique de défense	82	142	168	282	196
Préparation et emploi des forces	393	740	1 180	1 297	1 287
Soutien de la politique de la défense	1 609	1 664	4 187	4 046	4 043
Equiperment des forces	-62	539	528	2 254	2 458
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	89	70	170	135	144
Coordination du travail gouvernemental	34	29	72	58	49
Protection des droits et libertés	4	4	27	27	27
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	51	37	71	51	69
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 115	626	3 386	1 278	1 764
Infrastructures et services de transports	38	108	80	209	644
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	22	6	69	14	19
Météorologie	0	49	146	49	50
Paysages, eau et biodiversité	5	28	104	31	58
Information géographique et cartographique	0	0	69	23	23
Prévention des risques	8	6	64	27	16
Energie, climat et après-mines	21	2	321	102	117
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	262	247	775	643	651
Service public de l'énergie (1)	1 758	180	1 758	180	186
ECONOMIE	84	133	232	217	251
Développement des entreprises et du tourisme	37	88	138	126	156
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	32	31	66	64	70
Stratégie économique et fiscale	15	14	28	26	25



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2016		Cumul à fin février 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	188	2 117	14 371	3 146	3 126
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	181	56	181	56	49
Aide à l'accès au logement	0	2 016	14 183	3 041	3 041
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	8	46	7	49	35
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	863	883	1 089	1 006	1 396
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	859	859	942	942	1 236
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	4	4	4	0
Epargne	0	20	143	60	160
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 031	5 643	11 901	11 415	11 498
Enseignement scolaire public du premier degré	1 701	1 706	3 392	3 384	3 293
Enseignement scolaire public du second degré	2 627	2 634	5 270	5 267	5 199
Vie de l'élève	567	304	1 120	810	1 066
Enseignement privé du premier et du second degrés	717	714	1 462	1 453	1 434
Soutien de la politique de l'éducation nationale	305	183	445	314	316
Enseignement technique agricole	114	101	212	188	190
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	918	862	1 963	1 762	1 783
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	654	623	1 421	1 326	1 347
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	64	167	152	158
Facilitation et sécurisation des échanges	141	157	307	261	265
Entretien des bâtiments de l'Etat	5	7	5	10	13
Fonction publique	54	11	63	13	1
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	66	53	151	120	60
Immigration et asile	65	52	150	120	59
Intégration et accès à la nationalité française	1	0	1	0	1
JUSTICE	655	661	1 234	1 220	1 389
Justice judiciaire	272	252	518	508	518
Administration pénitentiaire	240	241	450	478	538
Protection judiciaire de la jeunesse	58	69	129	115	112
Accès au droit et à la justice	41	72	77	74	167
Conduite et pilotage de la politique de la justice	44	26	60	43	53
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	243	37	246	39	60
Presse	32	32	35	34	55
Livre et industries culturelles	208	4	208	4	5
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	2	0	2	1	0
OUTRE-MER	1 024	464	1 039	521	543
Emploi outre-mer	1 017	420	1 039	434	452
Conditions de vie outre-mer	7	43	0	88	92
POLITIQUE DES TERRITOIRES	3	30	43	41	32
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	2	15	4	20	22
Interventions territoriales de l'Etat	0	1	0	1	2
Politique de la ville	1	13	39	20	7
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	986
Présidence de la République	0	0	100	100	98
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2016		Cumul à fin février 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	734	2 187	20 931	6 279	6 132
Formations supérieures et recherche universitaire	62	54	11 965	3 043	3 015
Vie étudiante	26	272	912	521	483
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	345	1 291	5 557	1 563	1 487
Recherche spatiale	0	138	1 246	522	552
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	124	388	1 022	540	497
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	159	28	189	52	57
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	17	38	38	39
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	39	497	4 937	1 543	1 592
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	39	328	2 995	920	944
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	137	142
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	100	1 186	486	506
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	275	314	273	316	370
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	274	303	273	303	342
Concours spécifiques et administration	1	11	0	13	28
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 915	9 399	13 334	13 314	12 322
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 872	8 059	11 896	11 875	11 459
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	1 044	1 340	1 438	1 439	863
SANTE	648	265	648	266	241
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	10	11	11	10
Protection maladie	637	255	637	255	232
SECURITES	1 497	1 465	2 988	2 843	2 782
Police nationale	749	802	1 552	1 540	1 477
Gendarmerie nationale	718	638	1 391	1 258	1 267
Sécurité et éducation routières	2	1	2	1	1
Sécurité civile	28	24	44	43	37
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	409	575	11 073	2 672	3 867
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	104	46	106	46	425
Handicap et dépendance	228	317	10 674	2 343	3 150
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	76	212	293	283	291
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	90	138	425	163	106
Sport	76	63	142	76	64
Jeunesse et vie associative	14	74	283	87	42
TRAVAIL ET EMPLOI	2 339	560	6 297	1 935	2 524
Accès et retour à l'emploi	538	498	4 285	1 721	1 635
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 739	6	1 897	105	771
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	0	1	1	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	55	115	109	118
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 501	31 253	108 585	63 415	65 576
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	21 586	21 855	95 250	50 101	53 255

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	12 838	18 046	18 379	18 337
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	110	213	232	232
Impôt sur les sociétés (C)	302	1 323	1 455	1 455
Impôt sur les sociétés	297	1 289	1 442	1 442
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	34	13	13
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	336	654	1 336	1 336
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	76	135	126	126
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	96	215	881	881
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	89	172	259	259
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	2	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	3	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	19	12	12
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	4	15	15
Recettes diverses	68	103	36	36
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 328	2 048	775	775
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 303	34 244	33 996	33 868
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 557	3 229	3 087	2 883
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	42	97	90	90
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	27	29	29
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	2	1	1
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	187	406	333	333



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	717	1 483	1 248	1 248
Contribution de sécurité immobilière	48	104	94	94
Autres conventions et actes civils	39	83	74	74
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	67	67	67
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	8	20	25	25
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	50	66	28	28
Timbre unique	29	62	35	35
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	43	51	268	82
Autres droits et recettes accessoires	0	0	1	1
Amendes et confiscations	3	6	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	1	2	7	7
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	-2	2
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	26	30	30	30
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	11	11	11
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	3	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	4	8	12	12
Taxe sur les installations nucléaires de base	2	2	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	3	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	156	360	365	365
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	52	98	84	84
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	35	71	71
Prélèvement sur les paris sportifs	18	41	36	36
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	12	11	11
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	64	121	115	115
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Autres taxes	9	22	41	18
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	30 775	59 756	59 260	58 886
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	21 377	46 442	46 938	46 552



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	169	796	140	140
Revenus du domaine public non militaire	14	29	39	39
Autres revenus du domaine public	18	73	52	52
Revenus du domaine privé	4	9	8	8
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	118	668	1	1
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	38	38
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	14	14	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	3	3	3
Produits de la vente de biens et services (C)	43	101	98	98
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	2	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	40	97	93	93
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2
Autres recettes diverses	0	1	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	47	51	46	46
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	22	23	24	24
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	1	1
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	23	24	15	15
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	3	4	4



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	107	512	177	169
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	8	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	351	2	2
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	1	41	41
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	58	111	123	123
Frais de poursuite	1	2	1	1
Frais de justice et d'instance	1	2	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	97	281	189	189
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	14	17	8	8
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	10	16	20	20
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	3	4	3	3
Recouvrements après admission en non-valeur	14	25	19	19
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	4	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	3	3	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	13	48	47	47
Produits divers	2	103	15	15
Autres produits divers	34	43	52	52
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	463	1 741	650	642



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 279	-6 367	-7 006	-7 007
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 722	-5 470	-6 080	-6 080
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-2	-2
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-232	-304	-347	-347
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-2	-2
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-23	-23	-2	-2
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-1	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-287	-552	-554	-554
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-4	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-14	-14	-14	-14
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-3 883	-4 110	-6 472	-6 472
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-7 162	-10 477	-13 478	-13 479
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	172	218	708	708
Fonds de concours - coopération internationale	18	27	33	33
TOTAL FONDS DE CONCOURS	190	245	741	741

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 606	4 811	9 151	9 094	11 129	11 281	1 978	2 187
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	17	0	0	42	56	42	56
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1	110	2	7	229	187	228	181
Développement agricole et rural	0	7	0	1	7	6	6	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	30	29	0	61	62	32	62
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	0	0	2	10	2	10
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	26	23	28	16	129	175	101	159
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-3	0	0	0	3
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	0	9	1	4	1	-4
Pensions	4 549	4 449	9 092	9 066	10 484	10 561	1 392	1 495
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	19	0	0	19	219	19	219
Transition énergétique (2)	0	155	0	0	156	0	156	0
Comptes de concours financiers	13 981	4 339	22 747	16 181	7 267	6 938	-15 479	-9 243
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	5 353	0	5 353	0	0	8	-5 353	8
Avances à l'audiovisuel public	311	144	621	611	352	383	-269	-228
Avances aux collectivités territoriales	8 318	4 068	16 751	15 515	6 788	6 406	-9 963	-9 108
Prêts à des Etats étrangers	0	125	21	45	126	139	105	94
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	1	0	10	1	1	1	-9
Comptes de commerce	1 403	1 426	1 655	2 297	1 720	2 162	65	-135
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	28	59	57	81	62	105	6	24
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	10	23	21	25	26	2	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	288	288	288	338	288	338	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	31	37	42	57	88	81	46	23
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 035	1 029	1 237	1 791	1 249	1 602	12	-189
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	1	0	1
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	3	5	7	6	6	0	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	3	2	3	4	-1	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	10 460	3	10 464	342	25	237	-10 439	-105
Emission des monnaies métalliques	16	3	20	21	25	28	5	6
Opérations avec le Fonds Monétaire International	10 444	0	10 444	320	0	209	-10 444	-111
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	30 451	10 579	44 017	27 914	20 142	20 617	-23 876	-7 296
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 006	10 579	33 573	27 594	20 142	20 409	-13 432	-7 185

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	101	621
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	-52	190
	Total organismes à caractère financier	773	49	821
	CEPL			
	Régions	1 662	227	1 889
	Départements	4 826	-1 586	3 240
	Communes	21 357	-1 284	20 073
	HLM	323	8	331
	Autres	20 714	618	21 332
	Total CEPL	48 882	-2 018	46 864
	Hôpitaux	4 440	456	4 896
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	1 505	11 637
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-525	3 635
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	928	3 714
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	603	1 465
	Total établissements publics nationaux	17 941	2 511	20 451
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-1 520	8 974	
Communautés européennes	2 596	-1 576	1 020	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	1	43	
GIP	615	-25	590	
EPL	2 136	331	2 467	
Autres correspondants	12 782	-996	11 786	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	-731	14 886	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	-2 830	97 913	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	0	17
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	0	17
Total Passif (A)		100 761	-2 831	97 931
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	-2 831	97 930



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	18 967	1 595 362
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	16 257	1 439 979
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	41 589	1 362 842
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	38 815	1 178 060
- <i>taux variable</i>	163 458	2 686	166 144
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-25 333	77 138
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-25 333	68 730
- <i>taux variable</i>	8 009	0	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	2 710	155 383
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	2 710	155 383
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-44	6 622
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	18 923	1 601 984



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.